01002482210010012

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 248**

22 Οκτωβρίου 2001

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2952

Κύρωση του Προαιρετικού Πρωτοκόλλου στη Σύμβαση για την εξάλειψη όλων των μορφών διακρίσεων κατά των γυναικών

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Προαιρετικό Πρωτόκολλο στη Σύμβαση για την εξάλειψη όλων των μορφών διακρίσεων κατά των γυναικών (ν. 1342/1983, ΦΕΚ 39 Α΄), που καταρτίσθηκε στις 6 Οκτωβρίου 1999 υπό την αιγίδα της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών, του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

NATIONS UNIES

1999

Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Les États Parties au présent Protocole,

Notant que la Charte des Nations Unies réaffirme la foi dans les droits fondamentaux de l'individu, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes,

Notant également que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de sexe,

Rappelant que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme interdisent la discrimination fondée sur le sexe,

Rappelant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes («la Convention»), dans laquelle les États Parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et conviennent de poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes,

Réaffirmant qu'ils sont résolus a assurer le plein exercice par les femmes, dans des conditions d'égalité, de tous les droits fondamentaux et libertés fondamentales et de prendre des mesures efficaces pour prévenir les violations de ces droits et libertés,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Tout État Partie au présent Protocole («l'État Partie») reconnaît la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes («le Comité») en ce qui concerne la réception et l'examen de communications soumises en application de l'article 2.

Article 2

Des communications peuvent être présentées par des particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de la juridiction d'un État Partie, qui affirment être victimes d'une violation par cet État Partie d'un des droits énoncés dans la Convention. Une communication ne peut être présentée au nom de particuliers ou groupes de particuliers qu'avec leur consentement, à moins que l'auteur ne puisse justifier qu'il agit en leur nom sans un tel consentement.

Article 3

Les communications doivent être présentées par écrit et ne peuvent être anonymes. Une communication concernant un État Partie à la Convention qui n'est pas Partie au présent Protocole est irrecevable par le Comité.

Article 4

1. Le Comité n'examine aucune communication sans avoir vérifié que tous les recours internes ont été épuisés, à moins que la procédure de recours n'excède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen.

2. Le Comité déclare irrecevable toute communication:

a) Ayant trait à une question qu'il a déjà examinée ou qui a déjà fait l'objet ou qui fait l'objet d'un examen dans le cadre d'une autre procédure d'enquête ou de règlement international;

b) Incompatible avec les dispositions de la Convention;

c) Manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée;

d) Constituant un abus du droit de présenter de telles communications;

e) Portant sur des faits antérieurs à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'État Partie intéressé, à moins que ces faits ne persistent après cette date.

Article 5

1. Après réception d'une communication, et avant de prendre une décision sur le fond, le Comité peut à tout moment soumettre à l'urgente attention de l'État Partie intéressé une demande tendant à ce qu'il prenne les mesures conservatoires nécessaires pour éviter qu'un dommage irréparable ne soit causé aux victimes de la violation présumée.

2. Le Comité ne préjuge pas de sa décision sur la recevabilité ou le fond de la communication du simple fait qu'il exerce la faculté que lui donne le paragraphe 1 du présent article.

Article 6

1. Sauf s'il la juge d'office irrecevable sans en référer à l'État Partie concerné, et à condition que l'intéressé ou les intéressés consentent à ce que leur identité soit révélée à l'État Partie, le Comité porte confidentiellement à l'attention de l'État Partie concerné toute communication qui lui est adressée en vertu du présent Protocole.

2. L'État Partie intéressé présente par écrit au Comité, dans un délai de six mois, des explications ou déclarations apportant des précisions sur l'affaire qui fait l'objet de la communication, en indiquant le cas échéant les mesures correctives qu'il a prises.

Article 7

1. En examinant les communications qu'il reçoit en vertu du présent Protocole, le Comité tient compte de toutes les indications qui lui sont communiquées par les particuliers ou groupes de particuliers ou en leur nom et par l'État Partie intéressé, étant entendu que ces renseignements doivent être communiqués aux parties concernées.

2. Le Comité examine à huis clos les communications qui lui sont adressées en vertu du présent Protocole.

3. Après avoir examiné une communication, le Comité transmet ses constatations à son sujet, éventuellement accompagnées de ses recommandations, aux parties concernées.

4. L'État Partie examine dûment les constatations et les éventuelles recommandations du Comité, auquel il soumet, dans un délai de six mois, une réponse écrite, l'informant notamment de toute action menée à la lumière de ses constatations et recommandations.

5. Le Comité peut inviter l'État Partie à lui soumettre de plus amples renseignements sur les mesures qu'il a prises en réponse à ses constatations et éventuelles recommandations, y compris, si le Comité le juge approprié, dans les rapports ultérieurs que l'État Partie doit lui présenter conformément à l'article 18 de la Convention.

Article 8

1. Si le Comité est informé, par des renseignements crédibles, qu'un État Partie porte gravement ou systématiquement atteinte aux droits énoncés dans la Convention, il invite cet État à s'entretenir avec lui des éléments ainsi portés à son attention et à présenter ses observations à leur sujet.

2. Le Comité, se fondant sur les observations éventuellement formulées par l'État Partie intéressé, ainsi que sur tout autre renseignement crédible dont il dispose, peut charger un ou plusieurs de ses membres d'effectuer une enquête et de lui rendre compte sans tarder des résultats de celle-ci. Cette enquête peut, lorsque cela se justifie et avec l'accord de l'État Partie, comporter des visites sur le territoire de cet État.

3. Après avoir étudié les résultats de l'enquête, le Comité les communique à l'État Partie intéressé, accompagnés, le cas échéant, d'observations et de recommandations.

4. Après avoir été informé des résultats de l'enquête et des observations et recommandations du Comité, l'État Partie présente ses observations à celui-ci dans un délai de six mois.

5. L'enquête conserve un caractère confidentiel et la coopération de l'État Partie sera sollicitée à tous les stades de la procédure.

Article 9

1. Le Comité peut inviter l'État Partie intéressé à inclure dans le rapport qu'il doit présenter conformément à l'article 18 de la Convention des précisions sur les mesures qu'il a prises à la suite d'une enquête effectuée en vertu de l'article 8 du présent Protocole.

2. À l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 4 de l'article 8, le Comité peut, s'il y a lieu, inviter l'État Partie intéressé à l'informer des mesures qu'il a prises à la suite d'une telle enquête.

Article 10

1. Tout État Partie peut, au moment où il signe ou ratifie le présent Protocole ou y adhère, déclarer qu'il ne reconnaît pas au Comité la compétence que confèrent à celui-ci les articles 8 et 9.

2. Tout État Partie qui a fait la déclaration visée au paragraphe 1 du présent article peut à tout moment retirer cette déclaration par voie de notification au Secrétaire général.

Article 11

L'État Partie prend toutes les dispositions nécessaires pour que les personnes relevant de sa juridiction qui communiquent avec le Comité ne fassent pas de ce fait l'objet de mauvais traitements ou d'intimidation.

Article 12

Le Comité résume dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 21 de la Convention les activités qu'il a menées au titre du présent Protocole.

Article 13

Tout État Partie s'engage à faire largement connaître et à diffuser la Convention ainsi que le présent Protocole, et à faciliter l'accès aux informations relatives aux constatations et aux recommandations du Comité, en particulier pour les affaires concernant cet État Partie.

Article 14

Le Comité arrête son propre règlement intérieur et exerce les fonctions que lui confère le présent Protocole conformément à ce règlement.

Article 15

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les États qui ont signé la Convention, l'ont ratifiée ou y ont adhéré.

2. Le présent Protocole est sujet à ratification par tout État qui a ratifié la Convention ou y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout État qui a ratifié la Convention ou y a adhéré.

4. L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 16

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque État qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, le Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 17

Le présent Protocole n'admet aucune réserve.

Article 18

1. Tout État Partie peut déposer une proposition d'amendement au présent Protocole auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communiquera la proposition aux États Parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États Parties aux fins d'examen et de mise aux voix de la proposition. Si un tiers au moins des États Parties se déclare favorable à une

telle conférence, le Secrétaire général la convoque sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États Parties présents et votants à la conférence est présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies pour approbation.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés par les deux tiers des États Parties au présent Protocole, conformément aux procédures prévues par leur constitution respective.

3. Lorsque les amendements entreront en vigueur, ils auront force obligatoire pour les États Parties qui les auront acceptés, les autres États Parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout autre amendement qu'ils auront accepté antérieurement.

Article 19

1. Tout État Partie peut dénoncer le présent Protocole à tout moment en adressant une notification écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

2. Les dispositions du présent Protocole continuent de s'appliquer à toute communication présentée conformément à l'article 2 ou toute enquête entamée conformément à l'article 8 avant la date où la dénonciation prend effet.

Article 20

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les États:

a) Des signatures, ratifications et adhésions;

b) De la date d'entrée en vigueur du présent Protocole et de tout amendement adopté au titre de l'article 18;

c) De toute dénonciation au titre de l'article 19.

Article 21

1. Le présent Protocole, dont les textes en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est versé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États visés à l'article 25 de la Convention.

ΠΡΟΑΙΡΕΤΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ
ΣΤΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΞΑΛΕΙΨΗ
ΚΑΘΕ ΜΟΡΦΗΣ ΔΙΑΚΡΙΣΗΣ
ΕΝΑΝΤΙ ΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΩΝ

ΗΝΩΜΕΝΑ ΕΘΝΗ
1999

ΠΡΟΑΙΡΕΤΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΤΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΞΑΛΕΙΨΗ ΚΑΘΕ ΜΟΡΦΗΣ ΔΙΑΚΡΙΣΗΣ ΕΝΑΝΤΙ ΤΩΝ ΓΥΝΑΙΚΩΝ

ΤΑ ΚΡΑΤΗ - ΜΕΡΗ ΣΤΟ ΠΑΡΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ,

ΕΠΙΣΗΜΑΙΝΟΝΤΑΣ ότι με τον Καταστατικό Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών διακηρύσσεται και πάλι η πίστη στα θεμελιώδη ατομικά δικαιώματα, στην αξιοπρέπεια και την αξία της ανθρώπινης προσωπικότητας και στην ισότητα των δικαιωμάτων ανδρών και γυναικών.

ΕΠΙΣΗΜΑΙΝΟΝΤΑΣ επίσης ότι στην Οικουμενική Διακήρυξη των Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων διακηρύσσεται ότι όλοι οι άνθρωποι γεννιούνται ελεύθεροι και ίσοι ως προς την αξιοπρέπεια και τα δικαιώματα και ότι κάθε άνθρωπος δικαιούται να επικαλείται όλα τα δικαιώματα και όλες τις ελευθερίες που προκηρύσσει η Διακήρυξη, χωρίς καμία απολύτως διάκριση, ειδικότερα ως προς το φύλο.

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ ότι τα Διεθνή Σύμφωνα περί ανθρωπίνων δικαιωμάτων και τα λοιπά διεθνή έγγραφα περί ανθρωπίνων δικαιωμάτων απαγορεύουν τη διάκριση εξαιτίας του φύλου.

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ τη Σύμβαση για την εξάλειψη κάθε μορφής διάκρισης έναντι των γυναικών («η Σύμβαση»), με την οποία τα Κράτη - Μέρη καταδικάζουν τη διάκριση έναντι των γυναικών σε όλες τις μορφές της και συμφωνούν να ακολουθήσουν με όλα τα κατάλληλα μέσα και χωρίς καθυστέρηση μία πολιτική που τείνει στην εξάλειψη της διάκρισης έναντι των γυναικών.

ΕΠΙΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι είναι αποφασισμένα να εξασφαλίσουν την πλήρη άσκηση από τις γυναίκες, σε συνθήκες ισότητας, όλων των θεμελιωδών δικαιωμάτων και θεμελιωδών ελευθεριών, και να λάβουν αποτελεσματικά μέτρα για την πρόληψη παραβιάσεων αυτών των δικαιωμάτων και ελευθεριών.

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

Άρθρο Πρώτο

Κάθε Κράτος - Μέρος στο παρόν Πρωτόκολλο («το Κράτος - Μέρος») αναγνωρίζει την αρμοδιότητα της Επιτροπής για την εξάλειψη των διακρίσεων έναντι των γυναικών («η Επιτροπή») όσον αφορά τη λήψη και την εξέταση αιτήσεων που υποβάλλονται κατ' εφαρμογή του άρθρου 2.

Άρθρο 2

Αιτήσεις μπορούν να υποβάλλονται από άτομα ή ομάδες ατόμων ή στο όνομα ατόμων ή ομάδων ατόμων που υπόκεινται στη δικαιοδοσία Κράτους - Μέρους, που διατείνονται ότι είναι θύματα παραβίασης από αυτό το Κράτος - Μέρος κάποιου από τα δικαιώματα που αναφέρονται στη Σύμβαση. Αίτηση μπορεί να υποβληθεί στο όνομα ατόμων ή ομάδων ατόμων μόνο με τη συγκατάθεσή τους, εκτός αν ο συντάξας την αίτηση μπορεί να αποδείξει ότι ενεργεί για λογαριασμό τους χωρίς ειδική συγκατάθεση.

Άρθρο 3

Οι αιτήσεις πρέπει να υποβάλλονται εγγράφως και δεν μπορούν να είναι ανώνυμες. Αίτηση που αφορά Κράτος - Μέρος στη Σύμβαση που δεν είναι Μέρος στο παρόν Πρωτόκολλο θεωρείται από την Επιτροπή απαράδεκτη.

Άρθρο 4

1. Η Επιτροπή δεν επιλαμβάνεται καμιάς αίτησης ειμή μετά τη διαπίστωση από την Επιτροπή της εξάντλησης των εσωτερικών ενδίκων μέσων, εκτός αν η διάρκεια της διαδικασίας προσφυγής υπερβαίνει τον εύλογο χρόνο ή δεν πιθανολογείται ότι το μέσο αυτό επιτρέπει επανόρθωση προς όφελος του προσφεύγοντος.

2. Η Επιτροπή θεωρεί ως απαράδεκτη κάθε αίτηση που:

α) Είναι ουσιαστικά όμοια προς αίτηση προηγουμένως εξετασθείσα από την Επιτροπή ή ήδη υποβληθείσα σε άλλη διαδικασία διεθνούς έρευνας ή ρύθμισης.

β) Είναι ασυμβίβαστη προς τις διατάξεις της Σύμβασης.

γ) Είναι προδήλως αβάσιμη ή ανεπαρκώς αιτιολογημένη.

δ) Αποτελεί κατάχρηση του δικαιώματος της προσφυγής.

ε) Αναφέρεται σε γεγονότα προγενέστερα της ημερομηνίας έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου έναντι του ενδιαφερόμενου Κράτους - Μέρους, εκτός αν τα γεγονότα αυτά εξακολουθούν να υφίστανται και μετά την ημερομηνία αυτήν.

Άρθρο 5

1. Μετά τη λήψη αίτησης, και πριν την έκδοση απόφασης επί της ουσίας, η Επιτροπή μπορεί ανά πάσα στιγμή να υποβάλει, με τη διαδικασία του κατεπείγοντος, στο ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος αίτημα περί λήψης των συντηρητικών μέτρων που απαιτούνται για να αποφευχθεί η πρόκληση ανεπανόρθωτης ζημίας στα θύματα της εικαζόμενης παραβίασης.

2. Η Επιτροπή δεν εκδίδει προδικαστική απόφαση επί του παραδεκτού ή της ουσίας της αίτησης εκ μόνου του γεγονότος ότι ασκεί την αρμοδιότητα που της παρέχει η παράγραφος 1 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 6

1. Η Επιτροπή γνωστοποιεί εμπιστευτικά στο ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος κάθε αίτηση που της υποβάλλεται δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου, εκτός αν την κρίνει αυτεπάγγελτα απαράδεκτη χωρίς να το αναφέρει στο ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος και υπό τον όρο ότι ο ενδιαφερόμενος ή οι ενδιαφερόμενοι συναινούν στη γνωστοποίηση των στοιχείων τους στο Κράτος - Μέρος.

2. Το ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος υποβάλλει εγγράφως στην Επιτροπή, εντός προθεσμίας έξι μηνών, διασαφήσεις ή δηλώσεις που παρέχουν εξηγήσεις επί της υπόθεσης που αποτελεί αντικείμενο της αίτησης, αναφέροντας, περιπτώσεως δοθείσης, τα διορθωτικά μέτρα που έλαβε.

Άρθρο 7

1. Κατά την εξέταση των αιτήσεων που λαμβάνει δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Επιτροπή λαμβάνει υπόψη της όλα τα στοιχεία που της διαβιβάζονται από τα άτομα ή ομάδες ατόμων ή για λογαριασμό τους και από

το ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος, συμφωνείται δε ότι οι πληροφορίες αυτές πρέπει να κοινοποιούνται στα ενδιαφερόμενα Μέρη.

2. Η Επιτροπή εξετάζει κεκλεισμένων των θυρών τις αιτήσεις που της απευθύνονται δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου.

3. Μετά την εξέταση αίτησης, η Επιτροπή διαβιβάζει τις σχετικές διαπιστώσεις της, που συνοδεύονται ενδεχομένως από τις συστάσεις της, στα ενδιαφερόμενα Μέρη.

4. Το Κράτος - Μέρος εξετάζει δεόντως τις διαπιστώσεις και τις τυχόν συστάσεις της Επιτροπής, στην οποία απαντά εγγράφως, εντός προθεσμίας έξι μηνών, ενημερώνοντάς την ειδικότερα για κάθε ενέργεια στην οποία προέβη υπό το πρίσμα των διαπιστώσεων και συστάσεών της.

5. Η Επιτροπή μπορεί να καλέσει το Κράτος - Μέρος να της υποβάλει περαιτέρω στοιχεία σχετικά με τα μέτρα που έλαβε σε συνέχεια των διαπιστώσεων και τυχόν συστάσεών της και, εάν η Επιτροπή το κρίνει πρόσφορο, στις μεταγενέστερες εκθέσεις που το Κράτος - Μέρος πρέπει να της υποβάλλει, σύμφωνα με το άρθρο 18 της Σύμβασης.

Άρθρο 8

1. Εάν η Επιτροπή πληροφορηθεί, βάσει αξιόπιστων στοιχείων, ότι Κράτος - Μέρος παραβιάζει κατάφωρα ή συστηματικά τα δικαιώματα που αναφέρονται στη Σύμβαση, καλεί το Κράτος αυτό να συνεξετάσει τα εν λόγω στοιχεία και να υποβάλει τις σχετικές παρατηρήσεις του.

2. Η Επιτροπή, στηριζόμενη στις τυχόν παρατηρήσεις του ενδιαφερόμενου Κράτους - Μέρους, καθώς και σε οποιοδήποτε άλλο αξιόπιστο στοιχείο διαθέτει, μπορεί να αναθέσει σε ένα ή περισσότερα μέλη της να διενεργήσουν έρευνα και να της υποβάλουν χωρίς καθυστέρηση τα σχετικά πορίσματα. Η έρευνα αυτή μπορεί, όταν συντρέχουν λόγοι και με τη συναίνεση του Κράτους-Μέρους, να περιλαμβάνει επισκέψεις στην επικράτεια του Κράτους αυτού.

3. Μετά την εξέταση των αποτελεσμάτων της έρευνας, η Επιτροπή διαβιβάζει τα πορίσματα στο ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος, συνοδευόμενα, περιπτώσεως δοθείσης, από παρατηρήσεις και συστάσεις.

4. Αφού ενημερωθεί σχετικά με τα αποτελέσματα της έρευνας και τις παρατηρήσεις και συστάσεις της Επιτροπής, το Κράτος - Μέρος υποβάλει τις παρατηρήσεις του στην Επιτροπή εντός προθεσμίας έξι μηνών.

5. Η έρευνα είναι εμπιστευτική και η συνεργασία του Κράτους - Μέρους θα απαιτείται σε όλα τα στάδια της διαδικασίας.

Άρθρο 9

1. Η Επιτροπή μπορεί να καλέσει το ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος να συμπεριλάβει στην έκθεση, που πρέπει να υποβάλει σύμφωνα με το άρθρο 18 της Σύμβασης, διευκρινίσεις όσον αφορά τα μέτρα που έλαβε σε συνέχεια της έρευνας που διενεργήθηκε δυνάμει του άρθρου 8 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

2. Μετά τη λήξη της εξαμήνου προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο 4 του άρθρου 8, η Επιτροπή μπορεί, εάν συντρέχει λόγος, να καλέσει το ενδιαφερόμενο Κράτος - Μέρος να την ενημερώσει σχετικά με τα μέτρα που έλαβε σε συνέχεια τέτοιου είδους έρευνας.

Άρθρο 10

1. Κάθε Κράτος - Μέρος μπορεί, κατά την ημερομηνία υπογραφής ή επικύρωσης του παρόντος Πρωτοκόλλου ή προσχώρησης σε αυτό, να δηλώσει ότι δεν αναγνωρίζει στην Επιτροπή την αρμοδιότητα που της παρέχουν τα άρθρα 8 και 9.

2. Κάθε Κράτος - Μέρος που έχει προβεί στη δήλωση που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου μπορεί ανά πάσα στιγμή να αποσύρει τη δήλωση αυτή με κοινοποίηση προς τον Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 11

Το Κράτος - Μέρος λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα ώστε τα πρόσωπα που υπόκεινται στη δικαιοδοσία του και υποβάλλουν αίτηση στην Επιτροπή, να μην αποτελούν εξ αυτού του γεγονότος αντικείμενο κακής μεταχείρισης ή εκφοβισμού.

Άρθρο 12

Η Επιτροπή αναφέρει συνοπτικά στην ετήσια έκθεση που συντάσσει, σύμφωνα με το άρθρο 21 της Σύμβασης, τις δραστηριότητες που άσκησε δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου.

Άρθρο 13

Κάθε Κράτος - Μέρος δεσμεύεται ότι θα κάνει ευρέως γνωστή και θα διαδώσει τη Σύμβαση, καθώς και το παρόν Πρωτόκολλο, και ότι θα διευκολύνει την πρόσβαση στα στοιχεία τα σχετικά με τις διαπιστώσεις και τις συστάσεις της Επιτροπής, ειδικότερα δε για τις υποθέσεις που αφορούν αυτό το Κράτος - Μέρος.

Άρθρο 14

Η Επιτροπή καταρτίζει τον εσωτερικό κανονισμό της και ασκεί τις αρμοδιότητες που της παρέχει το παρόν Πρωτόκολλο σύμφωνα με τον κανονισμό αυτόν.

Άρθρο 15

1. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοικτό προς υπογραφή από όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση, την έχουν επικυρώσει ή έχουν προσχωρήσει σε αυτήν.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο υπόκειται σε επικύρωση από κάθε Κράτος που έχει επικυρώσει τη Σύμβαση ή έχει προσχωρήσει σε αυτήν. Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοικτό προς προσχώρηση κάθε Κράτους που έχει επικυρώσει τη Σύμβαση ή έχει προσχωρήσει σε αυτήν.

4. Η προσχώρηση ενεργείται με την κατάθεση εγγράφου προσχώρησης στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 16

1. Το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του δεκάτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για κάθε Κράτος που θα επικυρώσει το παρόν Πρωτόκολλο ή θα προσχωρήσει σε αυτό μετά τη θέση σε ισχύ του εν λόγω Πρωτοκόλλου, τούτο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης από το Κράτος αυτό, του εγγράφου του επικύρωσης ή προσχώρησης.

Άρθρο 17

Το παρόν Πρωτόκολλο δεν επιδέχεται καμία επιφύλαξη.

Άρθρο 18

1. Κάθε Κράτος - Μέρος μπορεί να προτείνει τροποποίηση του παρόντος Πρωτοκόλλου και να καταθέσει το κείμενό της στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Ο Γενικός Γραμματέας θα κοινοποιεί την πρόταση στα Κράτη - Μέρη και θα τους ζητά να του γνωρίσουν αν επιθυμούν τη σύγκληση διάσκεψης των Κρατών - Μερών προς εξέταση της πρότασης και ψηφοφορία. Εάν το ένα τρίτο τουλάχιστον των Κρατών - Μερών αποφασίσουν υπέρ της σύγκλησης διάσκεψης, ο Γενικός Γραμματέας συγκαλεί τη διάσκεψη υπό την αιγίδα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Κάθε τροποποίηση που εγκρίνεται από την πλειοψηφία των παραστάντων και ψηφισάντων στη διάσκεψη Κρατών - Μερών υποβάλλεται προς έγκριση στη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών.

2. Η ισχύς των τροποποιήσεων θα άρχεται αφ' ης εγκριθούν από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών και γίνουν δεκτές από τα δύο τρίτα των Κρατών - Μερών στο παρόν Πρωτόκολλο, σύμφωνα με τις διαδικασίες που προβλέπονται από το αντίστοιχο Σύνταγμά τους.

3. Αφ' ης οι τροποποιήσεις τεθούν σε ισχύ, καθίστανται υποχρεωτικές για τα Κράτη - Μέρη που θα τις έχουν αποδεχθεί, τα δε λοιπά Κράτη - Μέρη εξακολουθούν να δεσμεύονται από τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου και από κάθε άλλη τροποποίηση την οποία θα έχουν προηγουμένως αποδεχθεί.

Άρθρο 19

1. Κάθε Κράτος - Μέρος μπορεί να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο ανά πάσα στιγμή απευθύνοντας έγγραφη κοινοποίηση στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Η καταγγελία έχει αποτέλεσμα έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από τον Γενικό Γραμματέα.

2. Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου εξακολουθούν να εφαρμόζονται σε κάθε αίτηση που υποβλήθηκε σύμφωνα με το άρθρο 2 ή κάθε έρευνα που άρχισε σύμφωνα με το άρθρο 8 πριν την ημερομηνία κατά την οποία η καταγγελία έχει αποτέλεσμα.

Άρθρο 20

Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ειδοποιεί όλα τα Κράτη:

α) περί των υπογραφών, επικυρώσεων και προσχωρήσεων,

β) περί της ημερομηνίας έναρξης ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου και κάθε τροποποίησης που εγκρίθηκε δυνάμει του άρθρου 18,

γ) περί κάθε καταγγελίας δυνάμει του άρθρου 19.

Άρθρο 21

1. Το παρόν Πρωτόκολλο, του οποίου τα κείμενα στην αγγλική, αραβική, κινεζική, ισπανική, γαλλική και ρωσική είναι εξίσου έγκυρα, κατατίθεται στα αρχεία του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών διαβιβάζει κεκυρωμένο αντίγραφο του παρόντος Πρωτοκόλλου σε όλα τα Κράτη που αναφέρονται στο άρθρο 25 της Σύμβασης.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 16 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 19 Οκτωβρίου 2001

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΔΙΟΙΚΗΣΗΣ ΚΑΙ ΑΠΟΚΕΝΤΡΩΣΗΣ
Β. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Μ. ΣΤΑΘΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 22 Οκτωβρίου 2001

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Μ. ΣΤΑΘΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ